

Le président Bouteflika pris en otage, le Peuple algérien emprisonné

par Khalida Bouredji

Ni la presse algérienne, ni même les médias internationaux ne rapportent ce qui se passe vraiment en Algérie. Pourtant, un président presque totalement paralysé est censé diriger un pays de 42 millions d'habitants. Un Pouvoir opaque y mène en son nom une campagne électorale ubuesque en violation des lois et de la Constitution. Tandis que le Peuple descend en masse dans les rues contre cette mascarade.



Saïd Bouteflika (photo) a profité de la maladie de son frère pour s'emparer du pouvoir. Il exerce la présidence à la place du président élu, presque totalement paralysé.

L / Algérie affronte aujourd'hui une scène politique tragi-comique : d'un côté : des manifestations de masse contre la candidature illégale d'un président à moitié mort, en tous cas paralysé, de l'autre côté, un système qui ignore les revendications populaires et insiste pour l'imposer le président Bouteflika, même si cela viole la Constitution et les lois.

Pour la troisième fois, le système algérien a annoncé la candidature du président Bouteflika, pour un cinquième mandat. Pourtant, la constitution n'autorise pas plus de deux mandats consécutifs. Les Algériens protestent depuis deux semaines, par des manifestations de masse à travers le pays, pour la première fois dans l'histoire du pays.

Les citoyens algériens se posent de nombreuses questions :

- ▶ L'Algérie deviendra-t-elle une nouvelle Libye ?
- ▶ Le Pouvoir a-t-il réellement l'intention d'utiliser la force pour imposer le président Bouteflika, bien qu'il soit paralysé, que ce soit contraire à la Constitution et malgré le rejet populaire ?
- ▶ Pourquoi la France et les États-Unis sont-ils indifférents à ce qui se passe en Algérie, alors qu'ils y sont les plus avantagés ?
- ▶ Pourquoi les médias internationaux ignorent-ils le mouvement populaire en Algérie ?
- ▶ Le pays connaîtra-t-il un sort similaire à celui de Bahreïn au début du « Printemps arabe » ?
- ▶ Pourquoi les gens manifestent-ils à ce moment précis ?
- ▶ Ces manifestations sont-elles spontanées ?
- ▶ Pourquoi les élites soutiennent-elles les deux parties en même temps ?

- ▶ Pourquoi la presse se range-t-elle derrière le Pouvoir et déforme-t-elle la réalité des événements ?
- ▶ Pourquoi l'un des dirigeants du Parti islamiste a-t-il soudain interdit de parler et de blanchir son image ?
- ▶ Pourquoi l'armée est-elle neutre alors que tous les indicateurs mettent en garde contre une crise sécuritaire ?
- ▶ Pourquoi tous les partis d'opposition se retirent-ils de la compétition électorale, en faveur du Pouvoir, comme en 1999 ?

Beaucoup de questions restent sans réponses. Que se passe-t-il maintenant ?

Depuis presque deux semaines, les Algériens de toutes les régions descendent dans les rues afin d'empêcher le gouvernement de violer à nouveau la Constitution et de nommer un président qui ne peut ni tenir un stylo, ni répondre aux salutations. Incapable de mener une vie normale, comment peut-il assumer les fonctions d'un chef d'État ?

Un système illégitime

Le système actuel, étrangement arrivé au pouvoir en 1999, a perdu sa légitimité juridique depuis 2009, après avoir violé ouvertement la Constitution. Le président Bouteflika a passé deux mandats officiels, comme stipulé par la loi (malgré la fraude électorale qui a été avouée par vainqueur lui-même). Il aurait dû se retirer en avril 2009, mais il a duré dix ans de plus et a apporté plusieurs modifications à la Constitution pour se légaliser, même si ces modifications n'ont pas été approuvées par référendum.

Au cours des dix dernières années, le Pouvoir a été transféré *de facto* à Saïd Bouteflika, le frère du président élu. Après l'accident vasculaire cérébral du président, en 2013, le Pouvoir a affaibli ou détruit les institutions officielles qui pourraient constituer une menace pour lui. Ainsi le DRS (Département du Renseignement et de la Sécurité) a été démantelé, puis rattaché à la présidence de la République. Il ne s'occupe plus de l'information, de la communication, de la sécurité de l'armée et de certains pouvoirs de police judiciaire.

Les agents du Renseignement qui ont enquêté sur les affaires de corruption ont été évincés d'une manière ou d'une autre. Les hauts

fonctionnaires des ministères travaillant pour les services de Renseignement ont été poursuivis et emprisonnés.

Les « hommes de Bouteflika » corrompus n'ont pas été inquiétés, ceux qui étaient accusés ont tous été acquittés (Sonatrach1 et 2, Autoroute est-ouest... entre autres). La direction du Renseignement, qui était chargée d'enquêter sur la corruption et le pillage de fonds publics, a été apurée, les dossiers ont été clos, les responsables ont été acquittés.



Le général Ahmed Gaïd Salah

L'armée est l'institution la plus sensible du pays : tous ceux qui ne sont pas favorables à une réélection du président Bouteflika ont été démis de

leurs fonction, ou mis à la retraite, au motif qu'ils ont atteint les 60 ans. Mais, proche de Saïd Bouteflika, le général Ahmed Gaïd Salah (79 ans) a été promu chef d'état-major.

Cela explique les procès, très médiatisés, intentés à certains officiers généraux et supérieurs, puis leur acquittement. Le but de cette opération était d'intimider les opposants à une présidence à vie. C'était une mise en garde aux opposants. Le Parlement et la presse sont devenus des outils aux mains du Pouvoir.

Un président otage

La dernière fois que le président a parlé à son peuple, c'était en mai 2012. Il a alors déclaré qu'il n'était plus la personne que les gens attendaient. Abdelaziz Bouteflika savait que sa santé commençait à se dégrader. Un an plus tard, il a eu une attaque cérébrale. Il a été hospitalisé au Val-de-Grâce, l'hôpital militaire français, pendant près de 80 jours. N'étant plus apte physiquement et mentalement, l'article 88 de la Constitution stipule que la

vacance doit être annoncée, qu'un intérim doit être organisé durant 45 jour, et que l'on doit procéder à l'élection de son successeur.

Des manifestation contre un quatrième mandat, exigeant l'application de l'article 88, ont été réprimées par les forces de police. Rien n'y a fait. Il a continué à occuper ses fonctions. Alors qu'il perdait ses facultés physiques et mentales, il y avait toujours quelqu'un pour parler en son nom.

Encore une fois, en 2014, la Constitution (qui interdit au président de briguer plus de deux mandats consécutifs) a été violée et Abdelaziz Bouteflika a été « élu » président pour la quatrième fois, sans le consentement du peuple. Il a prêté serment, épuisé, incapable de lire.

Depuis son AVC en 2013, les Algériens avaient remarqué que la santé de leur président —que l'on aperçoit très rarement à la télévision— se détériorait de plus en plus : il ne pouvait plus bouger les membres inférieurs, il ne peut plus désormais bouger la tête, ni les bras. Il ne peut pas bouger plus d'une main, sans pouvoir lever la tête pour voir qui le salue ou lui parle. Il est toujours accompagné. Une personne parle et signe en son nom. Au cours des deux dernières années, il s'est totalement éclipsé. Seulement quelques personnalités —dont le président français, Emmanuel

Macron— se sont affichés à coté de lui, pour prendre une photo.

Le président n'est apparu que quelques fois en six ans. Il n'a eu de cesse d'annoncer que ce serait son dernier mandat et que tout autre que lui ne serait pas autorisé à exercer plus de deux mandats.

Au cours des cinq dernières années, usurpées de 2014 à 2019, le système a persisté en violant la constitution au risque de provoquer le chaos.

Tout indique que le véritable dirigeant actuel de l'Algérie est son frère, Saïd Bouteflika, celui qui l'avait amené à l'hôpital du Val-de-Grâce et interdit à quiconque de le voir. Depuis, il place ses hommes aux endroits stratégiques et liquide tous ceux qui ne servent pas ses objectifs.

Après cette date, personne n'a revu le président. Les ministres, les gouverneurs et les hauts fonctionnaires de l'État ont été nommés par de simples lettres portant son cachet. En ce qui concerne l'armée, Saïd a gardé le général Ahmed Gaïd Salah et s'en est servi pour dégager les généraux nationaux et tous ceux qui soutenaient la loi.

Les Algériens ne se sentent plus en sécurité et craignent une guerre civile. Gaïd Salah ne jouissait pas d'une bonne réputation au sein des

armées, dont il avait déjà été expulsé. Il a été nommé chef d'état-major en remplacement du général Mohamed al-Amari, qui s'était opposé à la reconduction du président Abdelaziz Bouteflika.

Saïd s'est efforcé d'être invisible. Il n'apparaît pas dans les médias, tandis que tout ce qui arrive est attribué à son frère. Toutes les correspondances administratives et officielles sont estampillées au nom du président élu, tandis que des chaînes de télévision ont été créées pour le glorifier et tout lui attribuer.

Le Peuple emprisonné

Pourquoi le Pouvoir insiste-t-il à porter la candidature d'Abdelaziz Bouteflika malgré sa paralysie physique et mentale ? Pourquoi ne lui trouve-t-il pas de successeur ? Une lettre a certes été publiée (bien sûr au nom d'Abdelaziz Bouteflika) promettant aux Algériens de nombreuses réformes. Son langage suggère qu'il va gagner.

Le Pouvoir a tenté de paraître démocratique, ne réprimant pas les



Abdelmalek Salal

marches pacifiques contre cette mascarade. En même temps, il n'a pas oublié d'utiliser le langage de l'intimidation contre le peuple qui a souffert de la dégradation continue de son niveau de vie pendant les quatre derniers mandats. Un appel téléphonique entre deux des hommes les plus puissants du pays, a été divulgué : Abdelmalek Salal, ancien Premier ministre et directeur de campagne du président jusqu'à son limogeage la semaine dernière, s'entretient avec Ali Haddad, le milliardaire qui préside le patronat algérien, sur la possibilité de recourir de l'utilisation de Kalachnikovs.

Les observateurs estiment que cet appel a été délibérément publié pour d'intimider les manifestants qui entendent occuper la rue jusqu'au retrait de la candidature du « cadavre ».

De son côté, le Premier ministre Ahmed Ouyahia (favorable à l'arabisation du pays) a déclaré que les manifestations actuelles peuvent conduire au même scénario qu'en Libye et en Syrie... un discours enraciné par le Pouvoir depuis le début du « Printemps arabe ».

Des foules de manifestants ont réagi, vendredi, lors d'un grand rassemblement dans la capitale, en scandant : « L'Algérie n'est pas la Syrie ».

Les Algériens ont beaucoup souffert depuis 1990, le terrorisme islamique a détruit la plupart des institutions et anéanti presque complètement la vie économique. Les mandats successifs d'Abdelaziz Bouteflika n'ont pas changé grand-chose.

L'exportation d'hydrocarbures, l'importation de produits essentiels et de luxe se sont développés. Mais quelques années plus tard, l'échappatoire financière a pris fin, des milliards de dinars ont disparu, les gouvernements ont annoncé la faillite et l'austérité, le pouvoir d'achat des citoyens a été réduit au minimum, les hôpitaux et les structures de base du pays ont été restreints.

Pendant le règne de Bouteflika, le taux de criminalité a atteint un niveau élevé, tout comme le nombre de toxicomanes, l'état des hôpitaux s'est détérioré, l'éducation a perdu sa valeur après un certain nombre de programmes éducatifs infructueux, ce qui s'applique au reste de la vie. En Algérie, une seule chose a réussi : la corruption sous toutes ses formes.

Aujourd'hui, le peuple ne peut plus supporter cette situation. Les médias algériens ne lui permettent pas de s'exprimer, tandis que les médias internationaux le traitent superficiellement. Le Pouvoir ignore la loi et la Constitution de manière claire et flagrante, et désigne pour la cinquième fois un « mort-vivant » sans être dénoncé par quiconque, ni à l'intérieur du pays, ni à l'extérieur.

Les détails sont pleins d'étrangetés et de contradictions : la loi stipule que le candidat doit déposer lui-même son dossier de candidature auprès du Conseil constitutionnel. Le président de la Haute instance indépendante de surveillance des élections (HIISE), Abdulouahab Darbal, a répété que les candidats à l'élection présidentielle devaient se rendre à son siège pour déposer leurs dossiers. Mais l'avion du président, qui l'a amené à Genève pour se faire soigner, est revenu vide...

Abdelmalek Sellal, directeur de campagne du président a été limogé. Le ministre des Transports, Abdelghani Zaalane, lui a succédé. Il a présenté les documents de Bouteflika au Conseil constitutionnel, bien que la loi l'interdise. Il a déclaré à la presse qu'il a déposé le dossier au nom d'Abdelaziz Bouteflika, car son état de santé l'empêche de le faire

lui-même, puis a souligné sans honte qu'il a joint un certificat médical attestant que le président est en bonne santé. En outre, il a déposé au moins 3 millions de signatures pour soutenir la candidature, sans que l'on sache comment il les a obtenues

Les Algériens n'ont pas été surpris par cette attitude : pendant 20 ans, ils ont constaté que la loi s'appliquait de manière rigoureuse aux opposants, tandis que les Bouteflika et leurs alliés faisaient ce qu'ils voulaient au grand jour, sans que personne ne les oblige à rendre de compte.



Abdelghani Zaalane

Abdelaziz Bouteflika peut-il vraiment gouverner l'Algérie pendant encore cinq ans, malgré son état de santé ?

Le journal suisse *La Tribune de Genève* a confirmé que le président algérien était toujours présent dans le complexe hospitalier de Genève et qu'il n'y avait aucune indication qu'il se préparait à quitter la Suisse.

En cette période difficile, le médecin algérien, Hussein Bouraoui, a délivré au Conseil constitutionnel un document médical, daté du 3 mars 2019,



attestant l'incapacité totale de Bouteflika à exercer ses fonctions,

Ce médecin lui a déjà fait passer des tests précis et a confirmé dans sa dernière lettre que Bouteflika est totalement inapte à gouverner.

La presse ne peut dire la vérité, elle doit toujours choisir entre les menaces ou les pots de vin... plus de 10 millions de citoyens sont descendus dans les rues de différentes villes pour réclamer le respect de la loi. Tandis que les journaux ont écrit que seulement quelques centaines de personnes sont sorties dans la rue pour exiger des réformes politiques.

Les gens échantent sur Facebook et tentent de briser le siège : ils ont appelé à un boycott définitif de la presse. Les ventes de journaux ont drastiquement diminué et les propriétaires de presse paniquent.

Khalida Bouredji

Source : « Le président Bouteflika pris en otage, le Peuple algérien emprisonné », par Khalida Bouredji, *Réseau Voltaire*, 8 mars 2019, www.voltairenet.org/article205504.html

